



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/24112
17 juin 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE DATEE DU 17 JUIN 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE
REPRESENTANT PERMANENT DE L'AZERBAIDJAN AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Les circonstances me contraignent à faire appel à vous.

Je tiens à appeler votre attention sur le fait que dans les déclarations du Ministère arménien des affaires étrangères et du Gouvernement arménien en date des 12 et 13 juin derniers, diffusées par l'Organisation des Nations Unies, la République d'Arménie a révélé sa participation à la guerre (participation qu'elle avait toujours dissimulée auparavant) et a exprimé ouvertement son intention d'entrer directement en conflit armé avec la République azerbaïdjanaise.

Une guerre de grande ampleur dans la région, dont nous avons à plusieurs reprises signalé le danger, devient donc tout à fait réelle.

L'Arménie, tout en déclarant dans le document du gouvernement son attachement aux moyens pacifiques de règlement des conflits - alors qu'elle détient une partie du territoire de l'Azerbaïdjan dont elle s'est emparée par les armes - lance hypocritement un appel à la communauté mondiale pour qu'elle mette un terme à "l'agression" que préparerait l'Azerbaïdjan afin d'entraîner l'Arménie dans un conflit armé direct et essaie par là de rejeter la responsabilité de la situation sur le Gouvernement azerbaïdjanais.

Le Gouvernement arménien en particulier fait mention dans sa déclaration d'actions militaires que l'Azerbaïdjan monterait contre l'Arménie.

De quelles actions militaires contre l'Arménie peut-il s'agir quand une partie du territoire azerbaïdjanais est occupé par cette même Arménie?

Il me semble que la communauté internationale a clairement compris depuis longtemps laquelle des deux parties belligérantes a des prétentions sur le territoire de l'autre. L'Azerbaïdjan n'a jamais eu et n'a toujours aucune prétention territoriale sur la République voisine. Tous les efforts qu'il déploie dans le cadre des organisations internationales n'ont pour but unique que de libérer les territoires de la République occupés par l'Arménie, ce qui pourrait garantir la coexistence pacifique des deux Etats voisins.

Quant à l'intention de l'Azerbaïdjan d'entraîner l'Arménie dans un conflit armé direct, permettez-moi de souligner que, premièrement, l'Azerbaïdjan, qui n'a aucune prétention territoriale envers qui que ce soit, n'a jamais eu l'intention d'entraîner quelque Etat que ce soit dans un affrontement armé.

Deuxièmement, comment peut-on parler d'entraîner l'Arménie dans un conflit alors que celle-ci, depuis les premiers jours où s'est posée la question du Haut-Karabakh mène une guerre sur le territoire de l'Azerbaïdjan. Peut-on sérieusement imaginer que les Arméniens du Haut-Karabakh, qui compte à peine plus de 100 000 personnes, se sont emparés grâce à leurs forces de toute la région et des territoires limitrophes, ont chassé plus de 200 000 Azerbaïdjanais, ont ouvert un couloir reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie et tout cela sans avoir, à en croire la propagande de la République d'Arménie, ni armes, ni munitions, ni vivres. Il est naïf de penser que sans l'ingérence militaire directe de l'Arménie, l'Azerbaïdjan ne pourrait pas résoudre pacifiquement ses problèmes intérieurs.

Les déclarations susmentionnées servent à la République d'Arménie qui mène depuis longtemps déjà une guerre sur le territoire de l'Azerbaïdjan sous le couvert de mouvements de libération nationale des Arméniens du Karabakh, qui a envoyé dans la région ses troupes et qui a occupé entièrement le Haut-Karabakh et les territoires avoisinants, à préparer le terrain pour justifier qu'elle amplifie sa guerre contre l'Azerbaïdjan, sans s'embarrasser d'apparences cette fois, à des fins qui sont claires pour tout individu sensé : l'annexion du territoire d'un autre pays.

L'objectif véritable que poursuivent les dirigeants arméniens par ces déclarations, c'est d'essayer, en se servant de l'absence d'informations objectives provenant de sources indépendantes sur la situation réelle au Karabakh, à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, de dissuader l'opinion publique d'étudier la question de l'occupation du territoire azerbaïdjanais et de justifier une nouvelle escalade des activités militaires contre l'Azerbaïdjan.

Ne pouvant plus continuer à dissimuler sa participation active à la guerre, l'Arménie est contrainte de revenir sur ses protestations de non-participation aux événements dans la région. En se préparant minutieusement à une nouvelle agression, la République d'Arménie a recours à des manoeuvres de propagande pour justifier l'action qu'elle s'est fixée et qui suivra les déclarations susmentionnées, et afin de désorienter les Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU qui doivent prochainement se pencher sur la question.

On ne peut empêcher une nouvelle escalade du conflit qu'en apprenant à la communauté internationale la vérité sur cette guerre. C'est à quoi contribuerait en particulier la publication intégrale du rapport de la mission F. Vendrell, publication que nous avons déjà demandée, et de toutes les informations provenant de sources indépendantes.

Vous remarquerez, Monsieur le Secrétaire général, que chaque fois que l'Arménie s'empare de nouveaux points de peuplement sur le territoire de l'Azerbaïdjan, cela coïncide avec une phase des négociations pacifiques entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui se déroulent avec la participation d'une tierce partie. C'est ainsi que l'Arménie s'est emparée traîtreusement de la ville de Chuchi dans le dos, pour ainsi dire, des négociations tripartites de Téhéran. Et chaque fois, l'Arménie a trouvé une justification à ses actes d'agression, en invoquant soit la nécessité de créer un couloir "humanitaire", soit celle "d'éteindre des foyers" dans des villes peuplées de civils pacifiques.

On discerne clairement là les plans de l'Arménie, laquelle à la veille de l'examen de la question du Haut-Karabakh au Conseil de sécurité, rappelle dans les déclarations susmentionnées la concentration de forces qui se produiraient d'après elle dans des points de peuplement des régions de Ordubadsk et de Zanguelansk en Azerbaïdjan, ainsi que dans la ville de Agdam. Les forces armées arméniennes se préparent à détruire ces points de peuplement sous prétexte d'éteindre des foyers.

En attaquant des régions frontalières de l'Azerbaïdjan, l'Arménie essaie de créer autour de ses frontières une "terre brûlée" sans population azerbaïdjanaise.

Je m'adresse de nouveau à vous, en tant que Secrétaire général de l'Organisation dont la tâche est d'assurer la paix, pour que vous preniez immédiatement des mesures afin d'empêcher une nouvelle agression contre mon Etat, une nouvelle extension du territoire de l'Arménie au détriment de l'Azerbaïdjan et la création de no man's land toujours plus nombreux.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hassan A. HASSANOV
